

Pour une agriculture socialement durable

Fondée le 29 novembre 2004 à Berne, la Plateforme pour une agriculture socialement durable est retournée dans la ville fédérale pour tenir son assemblée générale. Car même si la grande majorité de ses quelques vingt organisations membres sont d'origine romande, elle a non seulement tenu à siéger en Suisse alémanique pour y marquer sa présence et sa volonté de s'y renforcer, mais plus précisément sur les lieux mêmes où actuellement se déroule le débat ô combien crucial pour l'avenir de l'agriculture suisse. Mais oui, c'est au Conseil aux Etats qu'est débattu présentement le projet de loi PA 2011, suscitant actions et réactions de nature diverse de la part des sénateurs, qui semblent bien décidés de ne point suivre aveuglément les visions ultralibérales du Conseil fédéral, par OFAG interposé. Pas étonnant donc que ce thème fut au cœur des discussions de cette journée du 11 janvier 2007.

Auparavant, cependant, il s'agissait bien sûr de traiter les affaires courantes ordinaires. Parmi celles-ci figurait le rapport d'activité de l'an 2006 qui, outre l'élaboration de la prise de position relative à PA 2011, s'était largement focalisé sur le thème des conditions de travail dans l'agriculture suisse. A cet égard il n'est probablement pas inutile de rappeler que l'origine de notre mouvement est à chercher dans les funestes événements dits d'El Ejido, lorsque, en février 2000, la population locale andalouse pourchassait à coup de battes de baseball les travailleurs clandestins marocains employés illégalement dans les serres maraîchères, pour délit de couleur de peau... Nos moyens d'agir sur place doivent bien sûr se limiter à l'envoi d'observateurs et de conseillers en matière d'action syndicale. A sensibiliser l'opinion publique aussi, ici et ailleurs. Nous nous y employons, dans la mesure de nos modestes moyens certes, mais non sans succès.

Dès le début de notre existence, l'un des axes principaux de notre action était focalisé non seulement sur l'amélioration des conditions de travail des ouvriers agricoles en Suisse, mais aussi sur l'harmonisation des réglementations cantonales en cette matière sensible. Nous avons eu la satisfaction de constater qu'après des décennies d'opposition véhémente, l'Union suisse des paysans (USP) a enfin reconnu la pertinence et l'amplitude de cette problématique. Il s'agira maintenant de veiller à une juste et équitable mise en œuvre des mesures proposées, qui devront être de nature contraignante bien entendu.

Mais parmi les affaires courantes figurait aussi la reconduction du comité et le remplacement du président sortant, c'est à dire du soussigné. Ce fut, à vrai dire, une affaire rondement menée, puisque ce sont deux personnalités qui se sont mises à disposition, à savoir Anne-Catherine Menétrey-Savary, Conseillère nationale de St.Saphorin, et Noé Graff, vigneron encaveur de Begnins. Nul doute qu'elles sauront donner à la Plateforme une nouvelle et forte impulsion.

Enfin, le moment fort de la manifestation fut sans conteste un débat conduit par le président sortant sur la question de savoir si la nouvelle PA 2011 allait contribuer à améliorer durablement le bilan social de l'agriculture suisse. Le thème était d'autant plus actuel que l'USP venait de rendre public un constat particulièrement inquiétant quant à la situation économique de la paysannerie suisse en 2006. Selon l'organe faïtier des paysans suisses, la moitié des exploitations de notre pays est en sérieuse difficulté et le quart vit sous le seuil de pauvreté, rejoignant ainsi le clan des fameux « working poors ». Voici présentés les protagonistes de ce forum autant vivant qu'intéressant : Alain Berset, Conseiller aux Etats socialiste, Claire Bussy Pestalozzi, experte indépendante pour Avenir Suisse, John Dupraz, vice-président de l'USP et Conseiller national radical, Valentina Hemmeler, secrétaire d'Uniterre et Hans-Ueli Scheidegger, cadre syndical d'UNIA. Après un premier tour d'interventions, il s'avéra très clairement que la représentante d'Avenir Suisse se trouvait bien seule pour défendre les thèses ultralibérales d'EconomieSuisse en matière de politique agricole : abandon (ou mise à la charge des collectivités directement concernées) des régions marginales, restructuration accélérée des exploitations agricoles afin de réaliser des économies d'échelle permettant de rivaliser avec les marchés mondiaux, abandon pur et simple du droit foncier rural et du droit de bail à ferme, etc., etc. Il ne fut donc pas étonnant que, à de substantielles nuances près, il est vrai, ses contradicteurs mirent en exergue le bien-fondé du maintien d'une agriculture multifonctionnelle et multiforme, recouvrant

l'ensemble du territoire helvétique. Une agriculture de proximité, rentable et oeuvrant selon les principes de la souveraineté alimentaire. Une agriculture en mesure de rémunérer équitablement ses collaborateurs salariés, et avec qui elle forme une communauté d'intérêts. Reste à espérer qu'une majorité du Parlement de ce pays partagera cette vision.

Lussy-sur-Morges, le 12 janvier 2007

Willy Streckeisen